



## DECLARATION

### **Suite à la rencontre entre le Président de la République et les partis politiques**

Le CNARED suit avec une attention soutenue l'évolution de la situation politique au Burundi et constate, avec une profonde inquiétude, une dérive continue des dynamiques nationales, dont les signaux convergents annoncent un risque sérieux de déstabilisation du pays. Face à une telle trajectoire, garder le silence reviendrait à fuir ses responsabilités.

À l'approche de l'élection présidentielle, la récente rencontre entre le Président de la République et les partis politiques, présentée comme une initiative en faveur d'élections transparentes, apaisées et inclusives, ne suffit pas à dissiper les inquiétudes de la population. Elle intervient dans un contexte de défiance profonde, où la crédibilité même du processus démocratique est largement remise en cause

Plus de dix ans après la crise de 2015, ses causes et ses conséquences demeurent largement non résolues. Des centaines de milliers de Burundais vivent encore en exil, sans garanties suffisantes pour un retour libre, volontaire et sécurisé. L'absence de réponse durable à cette crise continue d'affecter la cohésion nationale et de fragiliser toute perspective de stabilité.

Les élections législatives de 2025 ont renforcé un sentiment largement partagé de verrouillage progressif de l'espace politique. Les déséquilibres observés, les restrictions des libertés publiques et l'affaiblissement des contre-pouvoirs ont profondément entamé la confiance dans les mécanismes démocratiques.

Dans ces conditions, la préparation de l'élection présidentielle soulève une question essentielle : peut-on encore parler de compétition électorale réelle dans un environnement où les conditions d'équité, de liberté et de sécurité demeurent incertaines ?



La responsabilité du pouvoir en place est directement engagée. La concentration du pouvoir, le contrôle des institutions et la restriction de l'espace civique créent un climat incompatible avec des élections crédibles.

A cela s'ajoutent des pratiques particulièrement préoccupantes qui continuent d'être rapportées à travers le pays : des arrestations arbitraires, des disparitions forcées ainsi que des actes d'intimidation et de pression exercés sur les populations, notamment par des acteurs affiliés au pouvoir, dont les Imbonerakure. Ces réalités, largement évoquées par de nombreuses sources, contribuent à installer un climat de peur qui entrave l'expression libre des citoyens.

Une stabilité fondée sur la peur, la contrainte ou le silence ne peut être durable.

Les partis d'opposition, eux aussi, sont face à leurs responsabilités. Les divisions internes, les rivalités personnelles, les repositionnements opportunistes et les soupçons persistants de négociations opaques affaiblissent leur crédibilité. Dans un contexte aussi critique, toute participation sans exigences claires et sans garanties vérifiables expose au risque de légitimer un processus contesté. Pendant ce temps, la réalité du pays continue de se dégrader :

- L'appauvrissement généralisé des ménages, qui fragilise durablement les conditions de vie
- Les pénuries récurrentes et les tensions économiques qui affectent le quotidien des citoyens
- Le chômage croissant et le découragement d'une jeunesse en perte de perspectives
- La fuite continue des compétences, mais aussi le départ croissant de jeunes et de travailleurs de tous horizons contraint de chercher ailleurs des conditions de vie et de survie
- La banalisation de la corruption et des pratiques de favoritisme à différents niveaux de la société
- L'affaiblissement progressif de l'État de droit et l'érosion de la confiance envers les institutions publiques.



A ces fragilités internes s'ajoutent des dynamiques régionales préoccupantes. L'implication du Burundi dans le conflit à l'est de la République démocratique du Congo, la situation préoccupante des réfugiés burundais dans certains pays de la sous-région, ainsi que la persistance de tensions avec des pays voisins, notamment la fermeture prolongée de certaines frontières, traduisent un environnement régional sous tension.

Ces éléments accentuent la vulnérabilité du pays et exposent le Burundi à des risques qui dépassent désormais le seul cadre national.

L'ensemble de ces signaux dessine une trajectoire préoccupante.

Une trajectoire qui expose le pays à un risque réel de crise future.

L'histoire montre qu'aucune société ne bascule sans signes avant-coureurs.

Lorsque la défiance s'installe, que les espaces de liberté se réduisent et que les perspectives d'alternance disparaissent, les conditions d'une nouvelle crise se mettent progressivement en place.

Il est encore temps d'éviter cette issue, mais cela exige des actes clairs.

Nous appelons :

- Le pouvoir en place à mettre fin aux pratiques qui compromettent l'intégrité du processus démocratique, à garantir effectivement les libertés fondamentales et à restaurer un climat politique ouvert et sécurisé
- Les partis d'opposition doivent faire preuve de cohérence, de responsabilité et de transparence, en rompant avec les logiques d'intérêts individuels et les arrangements qui affaiblissent la confiance citoyenne.
- Les acteurs de la sous-région doivent assumer pleinement leur rôle dans la préservation de la stabilité régionale, en adoptant des approches fondées sur le dialogue et le respect des populations.
- La communauté internationale a ne pas cautionner, par silence ou par complaisance, une dynamique de fermeture politique et à mesurer les risques d'une stabilité de façade.



- La population burundaise a demeuré vigilante, lucide et attachée aux principes de paix, tout en refusant toute manipulation, toute intimidation et toute résignation.

Le Burundi se trouve à un moment critique de son histoire.

Persister dans la fermeture politique, ignorer les fractures du passé et organiser des élections sans garanties réelles, c'est prendre le risque de replonger le pays dans une nouvelle crise.

Ce risque est réel, et il engage la responsabilité de tous

La confiance du peuple ne se décrète pas. Elle se construit ou elle se perd.

Pour le CNARED-GIRITEKA

Dr. Jean Minani

